Strasbourg, le 7 avril 2005

CONF/JUGES (2005) Ukraine

2^{ème} CONFERENCE EUROPEENNE DES JUGES

« JUSTICE ET LES MEDIAS »

Rapport national

**établi par
la délégation de l'Ukraine**

Dans sa Constitution, l'Ukraine se proclame comme un Etat souverain, indépendant, démocratique, social et de droit dans lequel, d'après l'article 3, les droits et les libertés individuels et ses garanties déterminent le contenu et l'orientation des activités de l'Etat. Une nouvelle approche des relations entre l'Etat et l'individu, donnant la priorité aux droits de l'homme, a donc été adoptée et consacrée au niveau constitutionnel.

Parmi les principaux droits de l'homme reconnus par la société internationale figure le droit (prévu par l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme) de toute personne de voir sa cause entendue équitablement et publiquement, dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial consacré par la loi. Ce droit est prescrit par divers instruments internationaux, à savoir dans l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966) et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme (1950), ratifiée par l'Ukraine le 17 juillet 1997.

Lors de la « Révolution orange », qui est devenue le symbole de la lutte d'un peuple pour ses droits et ses convictions contre la volonté des autorités, la majorité des citoyens partageait la même conception de la justice que les juges.

La décision du 03/12/2004 de la Cour suprême d'Ukraine abolissant la résolution de la Commission électorale centrale sur l'élection du Président ukrainien du 21 novembre 2004 constitue un précédent remarquable ; elle a en effet inscrit le processus électoral dans le domaine du droit.

Comme l'on pouvait s'y attendre, cette décision est perçue de différentes façons. Si l'on fait abstraction du recours déposé contre le résultat des élections, qui était incontestablement un geste politique, et se concentre sur certains aspects juridiques, on constate que la Cour suprême d'Ukraine a ainsi prouvé l'autorité du pouvoir judiciaire et, dans ce cas précis, la forte valeur sociale des procédures judiciaires.

En vertu de l'article 124 de la Constitution ukrainienne, les tribunaux sont compétents pour toutes les relations juridiques existant dans le pays, ce qui signifie que tout litige peut être porté devant la justice, même si, dans la législation spéciale, la possibilité de faire appel n'est pas prévue.

D'après l'article 13 de la Convention, toute personne dont les droits et libertés ont été violés a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

L'article 8, paragraphe 1, de la Constitution donne la définition et la portée du principe de souveraineté de la loi en Ukraine.

Ce principe transforme les juges, de guides passifs pour les questions juridiques, en protecteurs actifs des libertés, des droits et des intérêts individuels, parfois même contre la loi si celle-ci est contraire aux normes constitutionnelles et conventionnelles relatives aux droits de l'homme. Comme l'a déclaré l'universitaire S. Dnistrianskiy au début du XX^e siècle, « le juge protège les droits et ce même contre la loi ».

Dans ce climat de profond changement, les juges ne pouvaient demeurer insensibles à ce problème. Selon D. Lilack, juge de la Cour suprême d'Ukraine, « on observe une tendance de l'opinion publique à se tourner vers le “droit naturel” ».

Cette tendance est apparue dans le corps judiciaire sous l'influence de l'article 8 de la Constitution, mais a également été favorisée par l'étude des conventions internationales et des arrêts de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Le principe de souveraineté de la loi a permis à la Cour suprême d'Ukraine de résoudre le problème en décidant de tenir de nouvelles élections, bien que cette possibilité n'ait pas été prévue par la loi relative aux élections présidentielles.

La couverture médiatique de ce processus a été tout aussi intéressante.

La plainte déposée par le représentant officiel de V. Ioutchenko a été examinée en séance plénière par la chambre civile de la Cour suprême, ce qui a permis de garantir l'indépendance des juges, de donner du poids à la décision et de la faire respecter.

La publicité des audiences signifie le droit, pour les parties intéressées mais aussi pour les autres citoyens, d'être présent dans la salle.

La diffusion radiophonique et télévisée des affaires d'intérêt général devrait être encouragée. Dans cette affaire, elle a permis aux Ukrainiens mais aussi aux citoyens d'autres pays d'apprécier l'étendue des violations de la législation électorale.

Tous ont pu constater que le droit politique le plus important, à savoir le droit d'élire librement son chef d'Etat, avait été bafoué. Cet événement a une valeur pédagogique indéniable. Il a non seulement valeur d'exemple pour ce qui est de l'application des règles de procédure civile mais il servira aussi d'avertissement pour ceux qui voudraient enfreindre la Constitution et la législation électorale.